

Impérialisme et impérialisme colonial

Catherine Coquery-Vidrovitch

Citer ce document / Cite this document :

Coquery-Vidrovitch Catherine. Impérialisme et impérialisme colonial. In: L'esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire. Paris : Société française d'histoire d'outre-mer, 2008. pp. 755-758. (Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer, 6);

https://www.persee.fr/doc/sfhom_0000-0002_2008_ant_6_1_1108

Fichier pdf généré le 17/12/2018

IMPÉRIALISME ET IMPÉRIALISME COLONIAL

Catherine Coquery-Vidrovitch,
professeure à l'Université de Paris 7-Denis Diderot

D'abord, une précision : ce n'est pas un débat théorique à la façon des économistes ou des juristes. Nous sommes des historiennes, donc pragmatiques, et il s'agit plutôt d'un regard rétrospectif sur les idées majeures qui ont présidé à l'interprétation du phénomène colonial français depuis les indépendances (les années 1960) : en somme une historiographie des mots et des concepts sous-jacents dans le domaine de l'histoire économique.

Ce fut la grande discussion des années 1960-1975. Nous étions alors un groupe de jeunes chercheurs en sciences sociales diverses : quelques historiens, des sociologues, des anthropologues surtout (Claude Meillassoux...), un économiste (Samir Amin). Nous nous retrouvions pour discuter, en particulier, autour de la revue *L'Homme et la Société*, alors publiée par une sorte d'éditeur mécène, Jonas, qui avait fondé les éditions Anthropos. Nous étions de jeunes intellectuels marxistes (mais pas nécessairement communistes) remettant en cause le catéchisme absurde imposé par le stalinisme des « cinq stades » obligatoires depuis la communauté primitive jusqu'au communisme radieux à venir, imposé comme le carcan modèle de toutes les sociétés (d'où aussi, à la même époque, des discussions animées sur le concept de « mode de production »¹).

Impérialisme ? Il fallait d'abord faire la différence entre l'Impérialisme en général (Rome, l'Égypte ancienne, Charles Quint, etc.) et l'impérialisme au sens économique contemporain du terme. C'est une idée développée par Immanuel Wallerstein : la différence entre les « empires mondes », et le système économique mondial. « L'empire-monde » avait des frontières économiques et politiques qui coïncidaient l'une avec l'autre. Le système économique mondial (ou système monde) ne connaît plus cette coïncidence². La domination économique n'a plus de frontières. L'application extrême en fut la Grande-Bretagne, qui devient libre-échangiste dès le milieu du XIX^e siècle, et pour un siècle : première puissance mondiale de l'époque, qui n'avait pas besoin de son empire colonial pour dominer le monde, d'où l'idée de *Reluctant Empire*, titre d'un ouvrage de J.K. Galbraith (1963)³ : sa thèse est que la Grande-Bretagne n'a constitué un empire (l'exemple qu'il a choisi pour le démontrer est le cas de l'Afrique du Sud) que contrainte et forcée par les conditions politiques de l'époque, alors que sur le plan économique elle s'en serait volontiers passée.

1. Cf. l'ouvrage collectif qui en est résulté : *Sur le mode de production asiatique*, Paris, Éditions sociales (2^e édition complétée, 1973).

2. Immanuel Wallerstein, « L'économie monde », in *Connaissance du Tiers-Monde*, (publication du laboratoire de même titre, Université Paris-7), Paris, 10/18, pp. 97-112.

3. J.K. Galbraith, *The Reluctant Empire, British Policy on The South African Frontier, 1834-1864*, Berkeley, University of California Press, 1963.

En effet, l'impérialisme économique, au sens marxiste du terme, c'est la domination économique correspondant à l'ère industrielle, post-révolution industrielle, dans le jargon marxiste de l'époque : l'essentiel devient non plus le mercantilisme (accumulation de la monnaie, de l'or) cher aux XVII^e et XVIII^e siècles, mais la production. L'échec des empires mondes est patent après l'entreprise de Charles Quint, qui en rêvait encore, et ce modèle a vécu. Les processus économiques l'emportent sur le politique, d'où le terme de Marx : « mode de production capitaliste », devenu ensuite, plus généralement, « système social » (concept proposé dans les années 1990 par le médiéviste Guy Bois) : cela évite de s'embourber dans des distinctions dépassées entre « infrastructure » et « superstructure », dans la mesure où l'on sait évidemment maintenant que tout se tient en interrelation étroite, l'économique, le social, le culturel, l'idéologie, etc.

L'impérialisme triomphant à la fin du XVIII^e siècle et au XIX^e siècle est celui de la domination de la Grande-Bretagne. La notion de « *Reluctant Empire* » va s'imposer pour toutes les puissances occidentales vers la fin du XIX^e siècle avec la montée des capitalismes concurrentiels : la France d'abord, puis l'Allemagne et l'Italie qui se constituent en 1870, l'Autriche et sa concentration de capitaux. Jusqu'alors, seule la Grande-Bretagne avait été exportatrice nette de capitaux (beaucoup de travaux internationaux dans les années 1860-1870 sur ces exportations de capitaux). Après la guerre de 1870, tout le monde s'en mêle. La concurrence économique inter européenne concerne trois champs majeurs outre frontières :

- la quête de matières premières industrielles,
- la recherche de nouveaux marchés pour vendre cette production industrielle,
- l'ouverture de nouveaux champs d'investissements.

Toutes les nouvelles puissances concurrentes se pressent hors de leurs frontières (cf. la petite Belgique et sa grosse industrie sidérurgique) et deviennent exportatrices de capitaux, d'où une concurrence internationale économique qui prend des formes territoriales : se partager le monde. Que reste-t-il à partager ? l'Afrique et les confettis du Pacifique. Cela peut paraître rétrograde, en un temps où la Grande-Bretagne a déjà largement commencé à décoloniser ses colonies blanches en tous les cas, à la suite de la Révolution américaine qui a démontré que l'indépendance politique pouvait signifier bonus économique (successivement : Australie, Canada, etc.) et bientôt Afrique du Sud (1910).

Bref, la Conférence internationale de Berlin (1884-1885) est une rencontre politique et diplomatique à raison économique : comment faire pour éviter de se faire la guerre dans cette concurrence échevelée ? À noter que les débats et les résolutions concernent essentiellement des problèmes économiques (liberté du commerce sur le Niger et le Congo) et très secondairement l'occupation des territoires (voir l'excellent petit livre de Henri Brunschwig sur la question ⁴). Néanmoins, naturellement, les décisions politiques constitueront un adjuvant très fort à la « course au clocher », d'où l'idée d'un « nationalisme impérial » plutôt que d'un impérialisme économique d'envergure, où la primauté revient au

4. Henri Brunschwig, *Le partage de l'Afrique noire*, Paris, Flammarion, 1971.

politique en dépit des rêves et ambitions économiques, d'autant que les compétitions nationales s'amplifient : les puissances ferment les unes après les autres leur marché intérieur dans les années 1880-1890 (France, Allemagne, Italie). Seule la Grande-Bretagne résiste jusqu'à la conférence coloniale correspond à la grande récession de la fin du XIX^e siècle. J'ai développé ceci à l'époque dans un article : « De l'impérialisme britannique à l'impérialisme contemporain : l'avatar colonial »⁵.

Malgré tout, le capitalisme concurrentiel des années 1890-1914 joue à plein. Jacques Marseille établit d'ailleurs dans son ouvrage⁶ (1985) que, dans la première phase coloniale, certaines parties de l'empire (l'Indochine) rapportent, non seulement aux entreprises coloniales mais aussi à l'État : François Bobrie a montré en son temps dans un article solide que l'Indochine a remboursé sa conquête sur son propre budget⁷, d'où la réflexion parallèle de deux penseurs marxistes du début du XX^e siècle, à partir du livre fondamental de Hobson : *Imperialism, a Study*, 1902 (économiste socialiste de la thèse, anti-coloniale, était : il faut augmenter le pouvoir d'achat interne des classes laborieuses au lieu d'aller chercher des marchés ailleurs)⁸. Il s'agit de Lénine, avec son ouvrage *Le stade suprême du capitalisme*, d'ailleurs mot mal traduit du russe : il s'agit du stade actuel catastrophique où nous en sommes, en 1915 : point de rupture dont il décrit les symptômes et les critères, en utilisant les données quantifiées de Hobson. Boukharine, plus intéressant car plus synthétique (avec son livre paru également en 1915) interprète la Première Guerre mondiale comme issue de la contradiction croissante entre les ambitions économiques multinationales et le nationalisme politique⁹. Les contradictions sont devenues si fortes qu'elles ne peuvent se résoudre que par la guerre.

Entre les deux guerres, l'empire va jouer à plein son rôle de protection et de repli économique, en raison de la nouvelle récession et de la grande crise des années 1930 (voir Jacques Marseille). Un colloque de 1976 l'a étudié dans le détail pour l'Afrique noire¹⁰. Le repli colonial de l'entre-deux-guerres est en somme un impérialisme raté, au sens économique du terme : le politique prime, cela culmine après la Seconde Guerre mondiale, c'est le divorce expliqué par Marseille.

Toutefois, la notion d'« exclusif colonial » est un « faux ami » ; c'est un rêve, car il ne prend pas vraiment (réalité même entre les deux guerres en dépit de la montée des barrières douanières. Le concept n'a été appliqué qu'à l'époque moderne où, véritablement, a pris corps une tentative pour réserver entièrement l'empire à la métropole : réalisé par les lois sur la Navigation de Cromwell au

5. « De l'impérialisme britannique à l'impérialisme contemporain : l'avatar colonial », *L'Homme et la Société*, n°18, 1970, pp. 61-90. Réédité in Michel Margairas (dir.), *Histoire économique, XVIII^e-XX^e siècles*, collection Textes essentiels, Paris, Larousse, 1992, pp. 783-799.

6. Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984.

7. « Finances publiques et conquête coloniale : le coût budgétaire de l'expansion coloniale entre 1850 et 1913 », *Annales ESC*, n°6, 1976, pp. 1225-1244.

8. J.A. Hobson, *Imperialism, a Study*, Londres, Unwin Hyman, 1901 (réédition en 1988).

9. V.I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1915. N.I. Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme, esquisse économique*, 1915, trad. en français Anthropos, 1971.

10. Numéro spécial double *Revue française d'histoire d'outre-mer*, n° 232-233, *L'Afrique et la crise de 1930*, Actes du colloque de l'Université Paris 7 ; publié en volume distinct par les Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer.

milieu du xvii^e siècle, c'est cet exclusif qui fut largement à l'origine de la Révolution américaine. Mais il est devenu contradictoire avec le jeu des forces économiques en société « capitaliste ». Au xx^e siècle, l'impérialisme (économique) n'a plus besoin de frontières politiques pour jouer à plein : l'anticolonialisme du monde des affaires, sauf des colons, dans les années 1950, aide énormément la décolonisation (outre évidemment les déboires français dans les guerres coloniales dites de libération nationale), malgré les positions politiques de groupes de pression locaux, comme les *pieds noirs*.

Sur la question de l'impérialisme, si on considère les références bibliographiques, outre les quelques notes infra-paginales *supra*, l'on peut recenser de grands auteurs, qui ont publié des textes fondamentaux et initié et provoqué la recherche, travaux trop oubliés aujourd'hui (outre Jean Suret-Canale) :

– Jean Bouvier, qui a initié la réflexion marxiste historique rénovatrice de l'époque, avec, entre autres, son livre collectif de 1976 : *L'impérialisme français d'avant 1914* (Paris, Mouton).

– Yves Lacoste, dans son ouvrage de synthèse *Unité et diversité du Tiers-Monde* (Maspero, 1980), où il donne l'historique et les définitions de tous les termes utilisés alors : Tiers-Monde, tiers-mondisme, développement, sous-développement, etc.

– Henri Brunschwig, dont l'ouvrage de 1960 (*Mythes et réalités de l'empire colonial français*, Colin) a été fondamental pour préciser les données.

– Paul Bairoch, *Révolution industrielle et sous-développement* (Paris : Société d'édition d'enseignement supérieur, 1963) a démolit les thèses fondant l'histoire du sous-développement sur l'évolution des termes de l'échange : c'est plus complexe que cela car les termes de l'échange ont été longtemps positifs pour l'outre-mer.

– Emmanuel Arghiri, *L'échange inégal : essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux* (Paris, F. Maspero, 1969), a développé la thèse intéressante et pourtant ignorée, oubliée aujourd'hui du facteur décisif de « l'échange inégal », c'est-à-dire l'inégale rémunération du travail à travers le monde, qui en définitive favorise les pays les plus développés industriellement. On retrouve aujourd'hui exactement le même phénomène avec les délocalisations : cela n'a rien de nouveau sous le soleil !

– Jean Suret-Canale, *Afrique noire (occidentale et centrale, tome I, Géographie, Civilisations, Histoire*, Paris, Éditions sociales, 1958 (355 pages) – et les tomes II et III sont parus en 1964 et 1972.

Nous émettrons une remarque finale : compte tenu du contenu de ce concept d'impérialisme qui a une histoire riche et instructive, on ne comprend pas pourquoi le mot est devenu quasi tabou pour les historiens en France – sauf pour parler, et encore, de « l'impérialisme américain » (cf. Claude Julien, *L'empire américain*, Paris, Grasset, 1968). Pourtant, les chercheurs américains n'ont pas ce tabou : en somme, paradoxalement, ils ont beaucoup mieux assimilé que les Français d'aujourd'hui ce qui peut être utile des analyses marxistes (je dis bien marxiste, et non léniniste ou stalinien !).